



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 25 ΣΕΠΤΕΜΒΡΙΟΥ 1968

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
217

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΙ ΝΟΜΟΙ

Α.Ν. 541. Περί κυρώσεως τών μεταξὺ τών Κυβερνήσεων Ἑλλάδος καὶ Γαλλίας συναφθεισών Συμβάσεων, ἀφορωσῶν εἰς τὴν ἐπισκευὴν τών κινητῶν τών ἀεροσκαφῶν Ε.Β.Α. εἰς τὰ ἐν Καζαμπλάνκα Γαλλικὰ Κρατικὰ Ἐργοστάσια. 1

ΣΥΜΒΑΣΕΙΣ

Περί κυρώσεως Ἑλληνο-Ἰαπωνικῆς Ἐμπορικῆς συμφωνίας τῆς 13.2.1967. 2

ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΙ ΝΟΜΟΙ

ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΣ ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 541

(1)

Περί κυρώσεως τών μεταξὺ τών Κυβερνήσεων Ἑλλάδος καὶ Γαλλίας συναφθεισών Συμβάσεων, ἀφορωσῶν εἰς τὴν ἐπισκευὴν τών κινητῶν τών ἀεροσκαφῶν Ε.Β.Α. εἰς τὰ ἐν Καζαμπλάνκα Γαλλικὰ Κρατικὰ Ἐργοστάσια.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον 1.

1. Κυροῦται ἡ ἐν Παρισίοις τῆς Γαλλίας ὑπογραφείσα τὴν 27ην Νοεμβρίου 1954 συμπληρωματικὴ Σύμβασις μεταξὺ τών Κυβερνήσεων τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας διὰ τὴν ἐπισκευὴν τών κινητῶν ἐξ ἀντιδράσεως τών ἀεροπροωθουμένων ἀεροσκαφῶν τῆς Ἑλληνικῆς Βασιλικῆς Ἀεροπορίας J.35 A 29 ὑπὸ τών ἐν Καζαμπλάνκα Γαλλικῶν Ἐργοστασίων, ἧς τὸ καίμενον ἔπεται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν.

2. Ἀπασαὶ αἱ διατάξεις τῆς ὡς ἄνω Συμβάσεως κτῶνται ἐκ τῶν Νόμων.

3. Αἱ κρατήσεις τοῦ ἀρθροῦ 2 τοῦ Ν. 2141)1939 καὶ τοῦ ἀρθροῦ 1 τοῦ Ν. 2282)1952, βαρύνουσαι τὸ Ἑλληνικὸν Δημόσιον, προστίθενται εἰς τὴν ἐν ἀρθρῷ 3 τῆς ὡς ἄνω Συμβάσεως ἀναφερομένην τιμὴν.

4. Ἡ ἐσχὺς τῆς ἀνωτέρω Συμβάσεως ἀνατρέχει ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐσχὺς τῆς κυρίας Συμβάσεως.

Ἄρθρον 2.

1. Κυροῦται ἡ ἐν Παρισίοις τῆς Γαλλίας ὑπογραφείσα τὴν 10ην Δεκεμβρίου 1957 Σύμβασις μεταξὺ τών Κυβερνήσεων τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας, ἀφορώσα τὴν ἐπισκευὴν τών κινητῶν ἐξ ἀντιδρά-

σεως εἰς Καζαμπλάνκαν, ἧς τὸ καίμενον ἔπεται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν.

2. Αἱ κρατήσεις τοῦ ἀρθροῦ 4 τοῦ Α.Ν. 1988)1939, τοῦ ἀρθροῦ 2 τοῦ Ν. 2141)1939 καὶ τοῦ ἀρθροῦ 1 τοῦ Ν. 2282)1952, βαρύνουσαι τὸ Ἑλληνικὸν Δημόσιον, προστίθενται εἰς τὰς ἐν ἀρθροῖς 8 καὶ 9 τῆς κυρουμένης Συμβάσεως ἀναφερομένης τιμὰς.

3. Ἀπασαὶ αἱ διατάξεις τῆς ὡς ἀνωτέρω Συμβάσεως κτῶνται ἐκ τῶν Νόμων ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ὑπογραφῆς ταύτης.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 5 Σεπτεμβρίου 1968

Ἐν Ὄνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΖΩΓΙΤΑΚΗΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

Γ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ Α'

ΕΤΥΛ. ΠΑΤΤΑΚΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ Β'

ΔΗΜ. ΠΑΤΙΑΝΗΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Ν. ΜΑΚΑΡΕΖΟΣ, ΙΩΑΝ. ΡΟΔΙΝΟΣ-ΟΡΑΝΔΟΣ, Π. ΠΙΠΙ-
ΝΕΛΗΣ, ΗΛ. ΚΤΡΙΑΚΟΠΟΥΛΟΣ, ΠΑΝΑΓ. ΤΖΕΒΕΛΕ-
ΚΟΣ, ΘΕΟΦ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ, ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΥ-
ΤΣΟΠΟΥΛΟΣ, ΕΠΑΜ. ΤΣΕΛΛΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΚΤΗΡΑΙΟΣ,
ΣΠ. ΛΙΖΑΡΔΟΣ, ΛΟΤΚ. ΠΑΤΡΑΣ, ΙΩΑΝ. ΧΟΛΕΒΑΣ,
ΑΠΟΣΤ. ΒΟΓΙΑΤΖΗΣ, ΚΩΝΣΤ. ΒΟΒΟΛΙΝΗΣ, ΙΟΥΛ. Μ.
ΕΥΛΑΜΠΙΟΣ, ΝΙΚ. ΣΙΩΡΗΣ, Γ. ΓΕΩΡΓΑΚΕΛΟΣ, Γ.
ΤΣΙΣΤΟΠΟΥΛΟΣ, ΗΛ. ΔΗΜΗΤΡΑΣ.

Ἐδωροῦντο καὶ εἰσέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 9 Σεπτεμβρίου 1968

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΗΛ. ΚΥΡΙΑΚΟΠΟΥΛΟΣ

CONVENTION entre le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de la République Française relative à la réparation de moteurs à réaction à Casablanca.

Le Gouvernement du Royaume de Grèce, représenté par Son Excellence Monsieur Philon Philon, Ambassadeur de Grèce à Paris, désigné dans ce qui suit par la Grèce, et le Gouvernement de la République Française, représenté par le Secrétaire d'Etat aux Forces Armées (AIR), désigné dans ce qui suit par la France;

Etant tous deux parties au Traité de l'Atlantique Nord et ayant l'un et l'autre conclu des accords avec le

Gouvernement des Etats-Unis, relatifs à l'aide pour la défense mutuelle;

Désirant utiliser l'installation réalisée à Casablanca par le Gouvernement Français, avec l'aide du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, pour les révisions générales et les réparations mineures et majeures des moteurs à réaction des pays signataires du Traité de l'Atlantique Nord, et en particulier du Gouvernement Grec;

CONVIENNENT ce qui suit :

Article 1.

La France s'engage à exécuter les révisions générales, réparations majeures ou mineures des moteurs à réaction J.65 et des accessoires que la Grèce expédiera franco de port, soit par air, soit par mer, soit par rail, soit par route, à l'Article Industriel de l'Air de Casablanca, Aérodrome de Cazes à Casablanca.

En conséquence, le transport d'aller depuis le pays propriétaire des réacteurs jusqu'à Casablanca et le transport du retour depuis Casablanca jusqu'au pays propriétaire sera effectué par la Grèce. L'Atelier Industriel de l'Air de Casablanca prendra livraison à l'arrivée. Le Gouvernement Grec fera prendre livraison des réacteurs révisés à Casablanca par un représentant attitré.

Article 2.

La Grèce s'engage à expédier, dans des emballages appropriés, des moteurs complets et pourvus de leurs accessoires. Les moteurs et les accessoires seront accompagnés des documents originaux de l'USAF concernant les moteurs et les accessoires, en plus de la Form 54 USAF (rapport non satisfaisant).

Article 3.

Après révision, réparation, contrôle et essai, les moteurs seront présentés dans les locaux de l'Atelier Industriel de l'Air de Casablanca à un représentant de la Grèce qui signera le procès-verbal de réception. Si, au moment où le travail est terminé, aucun représentant ne se trouve sur place, le Chef du Contrôle de l'Atelier Industriel de l'Air de Casablanca aura qualité pour signer en son lieu et place. Une copie de ce procès-verbal sera adressée au Gouvernement Grec.

Article 4.

a) Pendant tout le temps que la France a sous sa garde, aux fins prévues à l'article 1, les moteurs qui sont la propriété de la Grèce, la France sera responsable de la perte et/ ou de tout dommage aux dits moteurs, à la condition que ces pertes et/ ou dommages soient dus à la négligence de ces ressortissants; toutefois, cette responsabilité ne dépassera pas la valeur de chaque moteur et caisse.

b) La Grèce assumera la responsabilité dans toute action sans exception intentée par un tiers résultant de, ou relative à, l'usage d'un moteur après sa livraison à la Grèce.

Article 5.

Il est entendu que toutes les nations européennes, à qui les U.S.A. ont apporté une aide militaire, ainsi que le Gouvernement des U.S.A., sont considérés comme ayant des droits équivalents en ce qui concerne l'utilisation de l'installation de Casablanca, aussi longtemps que l'intérêt de la défense mutuelle le nécessitera. En conséquence, la réparation ou la révision générales des moteurs envoyés à l'Atelier de réparation par l'une quelconque des dites nations sera effectuée en principe dans l'ordre d'arrivée, sauf si les nécessités de l'exploitation rendaient nécessaire une autre méthode. En principe, l'Atelier renverra le moteur même qu'il aura

reçu, à moins qu'un accord mutuel ultérieur ne prévoit des dispositions contraires.

L'Atelier de Casablanca sera cependant prêt à traiter les moteurs qu'il aura reçus comme des matériels fongibles (c'est-à-dire qui entrent dans un pool et peuvent être échangés pour des matériels similaires) et à renvoyer les moteurs révisés à telle nation et dans tel ordre de priorité qui serait fixé par un comité international approprié. Il est entendu cependant que ce n'est qu'en cas d'urgence et dans des circonstances exceptionnelles que jouerait un accord à conclure entre les représentants des nations autorisées à utiliser l'Atelier, pour cette réaffectation de moteurs.

Article 6.

Pour permettre à l'Atelier de prévoir un fonctionnement convenablement organisé, le Gouvernement Grec fera connaître officiellement au Gouvernement Français, Secrétariat d'Etat aux Forces Armées (AIR), Direction Technique et Industrielle de l'Aéronautique, avant le 1er Janvier et le 1er Juillet de chaque année, le programme de réparations qu'il prévoit de lui confier pendant chacun des trimestres des deux années suivantes.

La notification de ce programme ne sera pas considérée comme un engagement du Gouvernement Grec, vis-à-vis du Gouvernement Français, mais aura seulement un caractère d'indication.

Article 7.

L'Atelier de Casablanca fera son possible pour renvoyer les moteurs révisés, en principe dans un délai de 90 jours après leur livraison à l'Atelier Industriel de l'Air de Casablanca. L'Atelier informera de temps en temps le Gouvernement Grec de la durée probable d'immobilisation qu'il prévoit pour les moteurs qui viendront en révision dans les six mois à venir. Il l'informera également de la réforme des moteurs qu'il jugera irréparables.

Article 8.

Le prix de révision (ce prix comprend uniquement la couverture de tous les frais engagés par l'Atelier à l'exclusion de la fourniture des pièces de rechanges et accessoires fournis par le Gouvernement des U.S.A.) par réacteur est établi en dollars U.S.A., monnaie de compte, et fixé à \$4900. Le paiement sera effectué dans le cadre de l'accord de paiement franco-hellénique, en francs français.

Pour les moteurs réformés en cours de révision, le Gouvernement Grec paiera seulement le montant des frais engagés par l'Atelier Industriel de l'Air de Casablanca.

Les frais de réparation éventuels des accessoires montés sur les réacteurs ou envoyés séparément, du démarreur et des emballages ne sont pas compris dans le prix ci-dessus et seront remboursés par le Gouvernement Grec.

Le paiement sera fait au moyen d'un crédit ouvert par le Gouvernement Grec à la Banque de France en faveur du Secrétariat d'Etat aux Forces Armées (AIR) à Paris, pour un montant de 29 millions de francs français, correspondant au montant de la révision des 2/3 du nombre de moteurs à envoyer en révision dans les douze mois suivant la mise en vigueur du contrat.

Cet crédit sera irrévocable, transmissible, divisible et ouvert pour un an. Il sera renouvelé chaque fois que les paiements effectués auront atteint les 2/3 du montant total.

Il sera libérable sur présentation par le Secrétariat d'Etat aux Forces Armées (AIR) à la Banque de France:

1. du certificat de réception prévu à l'article 3,

Il fera l'objet d'un mémoire à part. établi par l'Atelier Industrial de l'Air de Casablanca et qui sera présentée à la Barque de France en même temps que les pièces prévues dans la Convention pour obtenir le paiement de la revision.

Cet Avenant entre en vigueur à la même date que la Convention principale.

FAIT en neuf exemplaires 27 Nov. 1954

Pour et au nom Pour et au nom
du Gouvernement Grec, du Gouvernement Français

ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Μεταξύ της Κυβερνήσεως του Βασιλείου της Ελλάδος και της Κυβερνήσεως της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετική με την επισκευή των κινητήρων αντιδράσεως εις Καζαμπλάνκας.

Η Κυβέρνησις του Βασιλείου της Ελλάδος εκπροσωπούμενη υπό της αυτού Έξοχότητος του Φίλωνος Φίλωνος, Πρεσβευτού της Ελλάδος εις Παρισίους, μνημονευομένη κατωτέρω ως «ή Ελλάς», και ή Κυβέρνησις της Γαλλικής Δημοκρατίας εκπροσωπούμενη υπό του Υφυπουργού των Ενόπλων Δυνάμεων (Αέρος), μνημονευομένη κατωτέρω ως «ή Γαλλία»,

Ούσαι συμβαλλόμεναι αμφοτέραι εν τη Συνθήκη του Βορείου Ατλαντικού και έχουσαι συνολογίσει αμφοτέραι συμφωνίας μετά της Κυβερνήσεως των Ηνωμένων Πολιτειών, σχετικώς με την βοήθειαν διά την αμοιβαίαν άμυναν.

Επιθυμούσαι να χρησιμοποιήσωσι τας υπό της Γαλλικής Κυβερνήσεως, τη βοθεία της Κυβερνήσεως των Ηνωμένων Πολιτειών της Αμερικής ανεγερθείσας εν Καζαμπλάνκας εγκαταστάσεις διά τας γενικάς επιθεωρήσεις και διά τας μικροτέρας και μεγαλυτέρας επισκευάς των κινητήρων αντιδράσεως των Χωρών των υπογραψάντων την συνθήκην του Βορείου Ατλαντικού και ιδιαιτέρως της Ελληνικής Κυβερνήσεως.

Συμφωνούν εις τὰ εξής :

Άρθρον 1.

Η Γαλλία υποχρεούται να εκτελέση τας γενικάς επιθεωρήσεις, μικράς ή μεγάλας επισκευάς των κινητήρων δι' αντιδράσεως J.65 και των εξαρτημάτων τὰ οποῖα ή Ελλάς θα αποστείλῃ δαπάναις της είτε δι' αέρος, είτε διά θαλάσσης, είτε σιδηροδρομικώς είτε οδικώς εις τὸ Κρατικὸν Ἐργαστήριον Ἀεροπλάνων Καζαμπλάνκας, Ἀεροδρομ. CAZES εν Καζαμπλάνκας.

Κατὰ συνέπειαν, ή μεταφορά αποστολῆς ἀπὸ τὴν ιδιοκτήτριαν χώραν τῶν αντιδραστήρων ἕως τὴν Καζαμπλάνκας και ή μεταφορά επιστροφῆς ἀπὸ Καζαμπλάνκας ἕως τὴν ιδιοκτήτριαν χώραν θα πραγματοποιήται ὑπὸ τῆς Ἑλλάδος. Τὸ Κρατικὸν Ἐργοστάσιον Ἀεροπλάνων τῆς Καζαμπλάνκας θα παραλαμβάνῃ κατὰ τὴν ἀφίξιν.

Η Ἑλληνική Κυβέρνησις θα παραλαμβάνῃ τοὺς ἐπιθεωρημένους αντιδραστήρας εν Καζαμπλάνκας μέσω ἐνὸς ἐξουσιοδοτουμένου ἀντιπροσώπου.

Άρθρον 2.

Η Ἑλλάς υποχρεούται ν' ἀποστείλῃ, ἐντὸς καταλλήλων συσκευασιῶν, κινητήρας πλήρεις και μετὰ τῶν εξαρτημάτων αὐτῶν. Οἱ κινητήρες και τὰ εξαρτήματα θα συνοδεύωνται ὑπὸ τῶν ἀρχικῶν ἐγγράφων τῆς USAF τῶν ἀφορώντων τοὺς κινητήρας και τὰ εξαρτήματα, ἐπὶ πλέον τοῦ ἐντύπου 54 USAF (ἀναφορά μὴ ικανοποιητική).

Άρθρον 3.

Μετά τὴν ἐπιθεώρησιν, ἐπισκευήν, ἔλεγχον και δοκιμήν, οἱ κινητήρες θα παρουσιάζωνται ἐντὸς τῶν χώρων τοῦ Κρατικοῦ Ἐργαστηρίου Ἀεροπλάνων Καζαμπλάνκας εις ἓνα ἀντιπρόσωπον τῆς Ἑλλάδος, ὅστις θα υπογράψῃ τὸ πρακτικὸν παραλαβῆς.

Ἐάν, κατὰ τὴν στιγμήν τῆς ἀποπερατώσεως τῆς ἐργασίας, οὐδεὶς ἀντιπρόσωπος εὐρίσκεται ἐπὶ τόπου, ὁ Ἀρχιελεγκτής τοῦ Κρατικοῦ Ἐργαστηρίου Ἀεροπλάνων Καζαμπλάνκας ἐξουσιοδοτεῖται νὰ υπογράψῃ ἀντ' αὐτοῦ.

Ἐν ἀντίγραφον τοῦ ἐν λόγῳ πρακτικοῦ θα ἀποστέλλεται εις τὴν Ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν.

Άρθρον 4.

α) Καθ' ὅλον τὸ διάστημα καθ' ὃ ή Γαλλία θα ἔχῃ ὑπὸ τὴν φύλαξιν αὐτῆς, διὰ τοὺς σκοποὺς τοὺς ἀναφερομένους ἐν τῷ ἀρθρῷ 1, τοὺς κινητήρας οἵτινες εἶναι ιδιοκτησία τῆς Ἑλλάδος, ή Γαλλία θα εἶναι ὑπεύθυνος διὰ τὴν ἀπώλειαν και πᾶσαν ζημίαν τῶν ἐν λόγῳ κινητήρων, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι αἱ ἐν λόγῳ ἀπώλειαι ή ζημίαι ὀφείλονται εις ἀμέλειαν ὑψηλῶν της ἐν τούτοις ή ἐν λόγῳ εὐθύνη δὲν θα ὑπερβαίῃ τὴν ἀξίαν ἐκάστου κινητήρος και κιβωτίου.

β) Η Ἑλλάς θα ἀναλάβῃ τὴν εὐθύνην διὰ πᾶσαν ἀνεξαιρέτως ἀγωγὴν ἐγειρομένην ὑπὸ τρίτου και ὀφειλομένην εις τὴν σχέσιν ἔχουσιν πρὸς τὴν χρησιμοποίησιν ἐνὸς κινητήρος μετὰ τὴν παράδοσίν του εις Ἑλλάδα.

Άρθρον 5.

Ἐννοεῖται ὅτι ἅπαντα τὰ Εὐρωπαϊκὰ Ἔθνη, εις τὰ ὁποῖα αἱ Η.Π.Α. ἐχορήγησαν στρατιωτικὴν βοήθειαν, καθὼς και ή Κυβέρνησις τῶν Η.Π.Α., θεωροῦνται ὡς ἔχοντα ἴσα δικαιώματα εις ὅτι ἀφορᾷ τὴν χρησιμοποίησιν τῶν ἐγκαταστάσεων τῆς Καζαμπλάνκας, ἐφ' ὅσον χρόνον τὸ συμφέρον τῆς ἀμοιβαίας ἀμύνης τὸ ἀπαιτῇ. Συνεπῶς ή ἐπισκευή ή ή γενικὴ ἐπιθεώρησις τῶν εις τὸ Ἐργαστήριον ἐπισκευῆς ὑφ' οἰονδήποτε τῶν ἀναφερομένων ἐθνῶν ἀποστελλομένων κινητήρων θα πραγματοποιήται κατ' ἀρχὴν κατὰ τὴν σειρὰν τῆς ἀφίξεως, ἐκτὸς ἐὰν αἱ ἀνάγκαι ἐκμεταλλεύσεως θα καθιστοῦν ἀναγκαίαν ἑτέραν μέθοδον. Κατ' ἀρχὴν τὸ Ἐργοστάσιον θα ἐπιστρέφῃ τὸν αὐτὸν κινητήρα τὸν ὁποῖον θα λαμβάνῃ, ἐκτὸς ἐὰν μεταγενεστέρα κοινὴ συμφωνία προβλέπῃ περὶ τοῦ ἀντιθέτου.

Τὸ Ἐργαστήριον τῆς Καζαμπλάνκας θα εἶναι ἐν τούτοις διατεθειμένον νὰ μεταχειρισθῇ τοὺς κινητήρας τοὺς ὁποίους θα ἔχῃ λάβῃ ὡς ὑλικά ἀντικαταστατὰ (δηλ. ἄτινα εἰσέρχονται εις κοινὴν κατηγορίαν και δύνανται νὰ ἀνταλλάσσωνται με ὁμοειδῆ ὑλικά) και νὰ ἐπιστρέψῃ τοὺς ἐπιθεωρημένους κινητήρας εις τὸ ἔθνος και με τὴν σειρὰν προτεραιότητος ἅτινα θα καθορίζοντο ὑπὸ ἀρμοδίας διεθνούς ἐπιτροπῆς. Ἐν τούτοις, εἶναι εὐνόητον ὅτι μόνον εἰς περίπτωσιν ἐπείγουσης ἀνάγκης και εις ἐξαιρετικὰς περιστάσεις θα ἴσχυε τοιαύτη τυχὸν συμφωνία συναπτομένη μετὰ τῶν ἀντιπροσώπων τῶν ἐθνῶν, τῶν ἐξουσιοδοτημένων ἵνα χρησιμοποιήσουν τὸ ἔργαστήριον, διὰ τὴν τοιαύτην ἀνταλλαγὴν τῶν κινητήρων.

Άρθρον 6.

Ἴνα δύναται τὸ Ἐργαστήριον νὰ προβλέπῃ καλῶς ὀργανομένην λειτουργίαν ή Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις, θα ἀνακοινῇ ἐπισήμως εις τὴν Γαλλικὴν Κυβέρνησιν, Ὑπουργεῖον Ἐθνικῆς Ἀμύνης (Κλάδου Ἀέρος), Τεχνικὴν και Βιομηχανικὴν Διεύθυνσιν Ἀεροναυτικῆς, πρὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου και τῆς 1ης Ἰουλίου ἐκάστου ἔτους, τὸ πρόγραμμα ἐπισκευῶν τὸ ὁποῖον προβλέπει νὰ τῆς ἐμπιστευθῇ κατὰ τὴν διάρκειαν ἐκάστης τριμηνίας τῶν δύο ἐπομένων ἐτῶν.

Η κοινοποίησις τοῦ ἐν λόγῳ προγράμματος δὲν θα θεωρηται ὡς ἀνάληψις ὑποχρεώσεως τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως ἔναντι τῆς Γαλλικῆς Κυβερνήσεως, ἀλλὰ θα ἔχῃ μόνον ἐνδεικτικὸν χαρακτῆρα.

Άρθρον 7.

Τὸ Ἐργαστήριον τῆς Καζαμπλάνκας θα προσπαθῇ ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ νὰ ἐπιστρέψῃ τοὺς ἐπιθεωρουμένους κινητήρας κατ' ἀρχὴν, ἐντὸς προθεσμίας 90 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς παραλαβῆς των εις Κρατικὸν Ἐργαστήριον Ἀεροπλάνων Καζαμπλάνκας. Τὸ Ἐργαστήριον θα πληροφορῇ ἀπὸ καιροῦ εις καιρὸν τὴν Ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν περὶ τῆς πιθανῆς διαρκείας τῆς ἀκίνητοποιήσεως τὴν ὁποίαν προβλέπει διὰ τοὺς κινητήρας οἵτινες πρόκειται νὰ ἔλθουν πρὸς ἐπιθεώρησιν ἐντὸς τῶν ἐξ ἐπομένων μηνῶν. Ἐπίσης θα τὴν πληροφορῇ διὰ τὴν ἀνακαίνισιν τῶν κινητήρων τοὺς ὁποίους θα κρίνῃ μὴ ἐπισκευασίμους.

Άρθρον 8.

Η τιμὴ ἐπιθεωρήσεως (ή ἐν λόγῳ τιμὴ περιλαμβάνει

ἀποκλειστικῶς τὴν κάλυψιν ἀνευ τῶν ἐξόδων τῶν ἀναληφθέντων ὑπὸ τοῦ Ἑργαστηρίου ἐξαιρέσει τῆς προμηθείας ἀνταλλακτικῶν καὶ ἐξαρτημάτων χορηγουμένων ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῶν Ἡνωμ. Πολιτειῶν) ἀνὰ ἀντιδραστῆρα ὁρίζεται εἰς δολλάρια U.S.A., νόμισμα ὑπολογισμοῦ, καὶ προσδιορίζεται εἰς 4.900 δολλ. Ἡ πληρωμὴ θὰ πραγματοποιητῇ ἐν τῷ πλασίῳ τῆς Ἑλληνογαλλικῆς συμφωνίας πληρωμῶν, εἰς γαλλικὰ φράγκα.

Διὰ τοὺς ὑπὸ ἐπιθεώρησιν ἀνακαινισμένους κινητήρας ἢ Ἑλληνικῇ Κυβερνήσει θὰ καταβάλλῃ μόνον τὸ σύνολον τῶν δαπανῶν, τῶν ἀναληφθεισῶν ὑπὸ τοῦ Κρατικοῦ Ἑργαστηρίου Ἀεροπλάνων τῆς Καζαμπλάνκας.

Τὰ τυχόν ἐξόδα ἐπισκευῆς τῶν ἐξαρτημάτων τῶν ἐπὶ τῶν ἀντιδραστῆρων τοποθετημένων ἢ κεχωρισμένων ἀποστελλομένων, τῶν ἐκκινητῶν καὶ τῶν συσκευασιῶν δὲν περιλαμβάνονται εἰς τὰ ἀνωτέρω ἐξόδα καὶ θὰ ἐξοφλῶνται ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως.

Ἡ πληρωμὴ θὰ γίνεταί δι' ἀνοίγματος πιστώσεως ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως παρὰ τῇ Τραπεζῇ τῆς Γαλλίας ὑπὸ τοῦ Ὑπουργείου Ἐθνικῆς Ἀμύνης (Κλάδος Ἀέρος) εἰς Παρίσιους διὰ ποσὸν 29 ἑκατ. γαλλικῶν φράγκων, ἀντιστοιχοῦντων εἰς τὴν ἀξίαν τῆς ἐπιθεωρήσεως τῶν 2/3 τοῦ ἀριθμοῦ τῶν κινητῶν οἵτινες θὰ δηλοῦν ἀποστολὴν δι' ἐπιθεώρησιν ἐντὸς τῶν 12 πρώτων μηνῶν ἀπὸ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τοῦ συμβολαίου.

Ἡ ἐν λόγῳ πίστωση θὰ εἶναι ἀμετάκλητος, μεταβιβάσιμος, διαιρητὴ καὶ ἀνοικτὴ δι' ἕν ἔτος. Θὰ ἀνανεοῦται ὡς αἱ πραγματοποιούμεναι πληρωμαὶ φθάνουν τὰ 2/3 τοῦ συνολικοῦ ποσοῦ.

Θὰ ἀποδεσμεύεται ἐπὶ τῇ ἐμφανίσει παρὰ τοῦ Ὑπουργείου Ἐθνικῆς Ἀμύνης (Κλάδος Ἀέρος) εἰς τὴν Τράπεζαν τῆς Γαλλίας :

1) πρακτικοῦ παραλαβῆς τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 3,

2) πρακτικοῦ παραδόσεως ὑπὸ τοῦ προσωρινοῦ κατόχου εἰς τὸν ἐξουσιοδοτημένον ἀντιπρόσωπον τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως,

3) ὑπομνήματος περὶ τῶν πραγματοποιηθεισῶν ὑπὸ τοῦ Κρατικοῦ Ἑργαστηρίου Ἀεροπλάνων ἐργασιῶν.

Ἡ ἀνωτέρω ἀναφερομένη τιμὴ ἐπιθεωρήσεως δὲν περιλαμβάνει ἐξόδα σχετικὰ μὲ τὰ ἀνταλλακτικὰ τὰ ἀπαραίτητα διὰ τὴν ἐπιθεώρησιν τοῦ κινητήρος ἢ μὲ τὰ τροποποιημένα ἢ βελτιωμένα ἐξαρτήματα, τὰ ἀπαιτούμενα ὑπὸ τῶν Τεχνικῶν Διαταγῶν τῆς USAF καὶ ἀναγκαῖα διὰ τὴν ἀποκατάστασιν τῶν κινητῶν.

Ἡ καθ' ἐξάμηνον ἐπιθεωρήσεως τῶν τιμῶν θὰ περιλαμβάνῃ μεταξὺ ἄλλων τὰ ἐξόδα τῶν κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐξ προηγουμένων μηνῶν ἐκτελεσθεισῶν τροποποιήσεων. Τὰ ἐν λόγῳ στοιχεῖα ἐκτιμήσεως δὲν θὰ δύνανται νὰ ἐξαχθοῦν εἰς χρόνον ὀλιγώτερον τῶν ἐξ μηνῶν.

Αἱ προηγούμεναι τιμαὶ ἰσχύουν διὰ μίαν περίοδον ἐξ μηνῶν, ἀπὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1957 ἕως θὰ ἐφαρμόζονται δι' ὅλους τοὺς κινητήρας, οἵτινες θὰ περιέλθουν εἰς τὸ Ἑργαστήριον πρὸ τῆς 30ῆς Ἰουνίου 1957. Τῇ αἰτῇ τοῦ ἐνός ἢ τοῦ ἐτέρου Μέρους, θὰ δύνανται νὰ τροποποιῶνται ἀνὰ ἐξάμηνον (1ην Ἰανουαρίου καὶ 1ην Ἰουλίου) ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι πρότασις διὰ συγκεκριμένην τροποποιημένην τιμὴν θὰ ὑποβάλλεται τουλάχιστον δύο μῆνας πρὸ τῆς ἐκπνοῆς τῶν τρεχόντων ἡμερολογιακῶν ἐξαμηνῶν μεθ' ὧν τῶν ἀναγκαίων δικαιολογητικῶν.

Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην ἡ τροποποιηθεῖσα τιμὴ θὰ ἀποτελέσῃ τὸ θέμα τροποποιήσεως τῆς παρούσης συμβάσεως καὶ θὰ εἶναι ἐφαρμόσιμος ὡς πρὸς τοὺς ἀντιδραστῆρας οἵτινες θὰ περιέχονται εἰς τὸ Ἑργαστήριον μετὰ τὴν ἐκπνοὴν τοῦ τρέχοντος ἡμερολογιακοῦ ἐξαμήνου. Ἐὰν δὲν ὑποβληθῇ αἰτήσις ἐπιθεωρήσεως τουλάχιστον δύο μῆνας πρὸ τῆς ἐκπνοῆς τοῦ τρέχοντος ἡμερολογιακοῦ ἐξαμήνου, αἱ τιμαὶ αἱ ἰσχύουσαι διὰ τὸ τρέχον ἐξάμηνον θὰ παραμένουν ἐφαρμόσιμοι ὡς πρὸς ὅλους τοὺς ἀντιδραστῆρας τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως οἵτινες θὰ περιέλθουν εἰς τὸ Κρατικὸν Ἑργα-

στήριον Ἀεροπλάνων κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ἐπομένου ἐξαμήνου.

Ἄρθρον 9.

Ἀνταλλακτικά.

α) Τὰ ἀνταλλακτικὰ διὰ τὴν ἐπιθεώρησιν καὶ ἐπισκευὴν ὡς καὶ τὰ ἀνταλλακτικὰ διὰ τὰς τεχνικὰς βελτιώσεις τὰς ἀπαιτούμενας, ὑπὸ τῶν Τεχνικῶν Διαταγῶν τῆς USAF, προέρχονται ἀπὸ προμηθείας αἰτίνες ἐδόθησαν δωρεὰν ἀπὸ τὰς Ἡνωμένας Πολιτείας ὑπὸ μορφήν βοήθειας ἀμοιβαίας ἀμύνης.

β) Τὰ ἀνταλλακτικὰ στοιχεῖα ἄλλης προελεύσεως τὰ ὅποια ἐνδέχεται νὰ χρειασθοῦν νὰ χορηγήσῃ ἡ Γαλλία θὰ χρεοῦνται ἐπὶ πλεόν τῶν εἰς τὸ ἄρθρον 8 ἀναφερομένων τιμῶν. Αἱ τιμαὶ τῶν ἐν λόγῳ ἀνταλλακτικῶν ἢ στοιχείων θὰ χρεοῦνται εἰς τιμὴν κόστους, ὑπολογιζομένων τῶν ἐξόδων συσκευασίας καὶ μεταφορᾶς εἰς Καζαμπλάνκαν. Ἐκτὸς τούτου θὰ ὑπερτιμῶνται ἐνιαίως κατὰ 10 % πρὸς κάλυψιν τῶν ἀχρήστων καὶ τοῦ κινδύνου μὴ πωλήσεως ὑπὸ τοῦ Κρατικοῦ Ἑργαστηρίου Ἀεροπλάνων διὰ διαφόρους λόγους ὡς αἱ τεχνικαὶ τροποποιήσεις ἢ αἱ τροποποιήσεις προγράμματος.

Ἡ προηγούμενη προσαύξησις 10 % δύναται νὰ ἀναπροσαρμοσθῇ διὰ κοινῆς συμφωνίας, κατόπιν αἰτήσεως τῆς Γαλλίας, συνοδευομένης ὑπὸ τῶν ἀναγκαίων δικαιολογητικῶν ἀπὸ τῆς 1ης Ἰουλίου 1957, μὲ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι τὸ αἶτημα θὰ ὑποβληθῇ πρὸ τῆς 1ης Μαΐου 1957.

Ἡ τροποποιημένη διατίμησις θὰ ἔχῃ τότε ἐφαρμογὴν ὡς πρὸς τοὺς κινητήρας τοὺς περιεχομένους εἰς Καζαμπλάνκαν ἀπὸ τῆς 1ης Ἰουλίου 1957. Ἡ διατίμησις θὰ δύναται νὰ τροποποιηθῇ ἐκ νέου ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὅρους καθ' ἐκάστην ἐξαμηνίαν.

Ἄρθρον 10.

Ἐὰν λόγῳ ζημίας τινὸς τῶν κινητῶν μὴ ὀφειλομένης εἰς ἀμέλειαν τῆς Γαλλίας καὶ ἀναφερομένης εἰς τὸ ἄρθρον 4, δὲν δύναται νὰ ἀχθῇ εἰς πέρας μία ἐπιθεώρησις ἢ ἐπισκευὴ θὰ ἀχθῶσιν εἰς χρέωσιν τῆς Ἑλλάδος μόνον τὰ ἐξόδα τῆς πράγματι ἐκτελεσθείσης ἐργασίας καὶ τὰ χορηγηθέντα ὑπὸ τῆς Γαλλίας ἀνταλλακτικὰ ἢ τὰ πράγματι καταναλωθέντα ὑλικά.

Ἄρθρον 11.

Ἡ παροῦσα σύμβασις θὰ ἐρμηνεύεται συμφώνως πρὸς τοὺς Γαλλικοὺς νόμους.

Ἄρθρον 12.

Τὸ Γαλλικὸν κείμενον τῆς συμβάσεως θεωρεῖται αὐθεντικόν.

Ἄρθρον 13.

Ἡ παροῦσα σύμβασις θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύϊ ἐπὶ δύο ἔτη ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος αὐτῆς. Θὰ ἀνανεοῦται ἐτησίως διὰ σιωπηρᾶς ἀνανεώσεως. Δέον ὅπως δοθῇ προειδοποίησις 60 ἡμερῶν πρὸ τῆς ἐκπνοῆς μιᾶς τῶν περιόδων ἰσχύος ὑπὸ τοῦ συμβαλλομένου μέρους τὸ ὅποιον θὰ ἤθελε νὰ καταγγείλῃ τὴν σύμβασιν.

Εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν αἱ Ἡνωμ. Πολιτεῖαι θὰ ἔπαυον νὰ χορηγοῦν ἀνταλλακτικὰ, ἡ σύμβασις θὰ ὑπόκειται εἰς ἐπανεξέτασιν.

Ἄρθρον 14.

Διαιτησία.

Εἰς περίπτωσιν διαφορῶν προκυπτουσῶν ἀπὸ τοὺς ὅρους καὶ τὰς διατάξεις τῆς παρούσης συμβάσεως, τὰ μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ καταβάλλουν πᾶσαν προσπάθειαν διὰ νὰ ἐπιτύχουν φιλικὸν διακανονισμόν πρὶν ἢ καταφύγουν εἰς τὴν διαιτησίαν.

Ἐὰν δὲν δύναται νὰ ἐπιτευχθῇ συμφωνία μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων μερῶν, αἱ διαφοραὶ θὰ ἐπιλύωνται τελικῶς ὑπὸ τριῶν διαιτητῶν οἵτινες θὰ ὁρίζονται ὡς ἀκολούθως : ἕκαστον μέρος θὰ ὁρίζῃ ἓνα διαιτητὴν, ὁ δὲ τρίτος θὰ ὁρίζεται ὑπὸ τῶν δύο ἐτέρων. Ἐὰν οἱ δύο πρώτοι διαιτηταὶ

δεν συμφωνούν εις την έκλογήν του τρίτου, ούτος θα όρισθῇ ἀπὸ τὸ Διεθνὲς Ἐμπορικὸν Ἐπιμελητήριον τῆς Γαλλίας.

Ἐγένετο εἰς 9 ἀντίτυπα.

Παρίσιον τῇ 10ῃ Δεκεμβρίου 1957

Διὰ τὴν Ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν Διὰ τὴν Γαλλικὴν Κυβέρνησιν

ΦΙΛΩΝ ΦΙΛΩΝ IACOMET
Πρεσβευτὴς τῆς Ἑλλάδος Διευθυντὴς

ΠΡΩΤΟΤΥΠΟΝ

Ἵπ' ἀριθ. 1 ΠΡΟΣΘΗΚΗ εἰς τὴν ἀπὸ 8ης Φεβρουαρίου 1954.

ΣΥΜΒΑΣΙΝ

συναφθεῖσαν μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας διὰ τὴν ἐπισκευὴν τῶν κινητῶν ἐξ ἀντιδράσεως J.35 A 29 ὑπὸ τοῦ Α.Ι.Α. Καζαμπλάνκας.

Ἀρθρον I.

Ἡ ὑπὸ τοῦ «OCAMA QUALITY CONTROL STANDARD No. 02 B-260 E» ὀριζομένη τροποποίησις τοῦ συμπίεστου, ἐπιβάλλει ὅπως τὰ περὺργια τοῦτου ὑποστοῦν θερμικὴν ἐπεξεργασίαν εἰς ἀτμόσφαιραν ΑΡΓΟΥ.

Ἡ τροποποίησις αὕτη ἄγει εἰς μίαν σημαντικὴν ἐργασίαν.

Ἀρθρον II.

Αὕτη δέον ὅπως μὴ περιληφθῇ εἰς τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τοῦ Ἀρθρου 8 τῆς Συμβάσεως τροποποιήσεις ἀλλὰ θὰ τιμολογηθῇ κεχωρισμένως καὶ μόνον διὰ τοὺς κινητῆρας ἐξ ἀντιδράσεως, οἵτινες δέον νὰ ὑποστοῦν ταύτην.

Ἀρθρον III.

Ἡ δαπάνη τῆς τροποποιήσεως ταύτης ἀνέρχεται εἰς 650 Δολάρια ἅτινα θὰ καταβληθῶν σὺν τῇ δαπάνῃ τῇ προβλεπομένη διὰ τὴν ἐπισκευὴν τοῦ κινητῆρος ἐξ ἀντιδράσεως εἰς τὸν ὅποιον ἔχει ἐκτελεσθῇ αὕτη.

Ἡ πληρωμὴ θὰ ἐκτελεσθῇ εἰς τὸ νόμισμα, ὅπερ προβλέπεται εἰς τὸ ἀρχικὸν συμβόλαιον.

Θὰ πραγματοποιηθῇ ἐκ τῆς πιστώσεως, ἥτις ἡνοιχθῇ παρὰ τῇ Τραπεζῇ τῆς Γαλλίας ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλλάδος διὰ τὴν πληρωμὴν τοῦ κεφαλαίου.

Αὕτη θ' ἀποτελέσῃ θέμα ἰδιαιτέρου λογαριασμοῦ συντασσομένου ὑπὸ τοῦ Α.Ι.Α. Καζαμπλάνκας καὶ ὑποβληθῶσιν εἰς τὴν Τράπεζαν τῆς Γαλλίας ταυτοχρόνως μετὰ τῶν ἐν τῇ Συμβάσει προβλεπομένων ἐγγράφων διὰ τὴν εἰσπραξίν τοῦ ἀντιτίμου τῆς ἐπισκευῆς.

Ἡ προσθήκη αὕτη τίθεται ἐν ἰσχύϊ τὴν αὐτὴν ἡμερομηνίαν ὡς καὶ ἡ κυρία Σύμβασις.

Συνταχθεῖσα εἰς ἑννέα ἀντίτυπα.

27 Νοεμβρίου 1954

Διὰ καὶ ἐν ὀνόματι τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως Διὰ καὶ ἐν ὀνόματι τῆς Γαλλικῆς Κυβερνήσεως

ΣΥΜΒΑΣΕΙΣ

(2)

Περὶ κυρώσεως Ἑλληνο-Ἰαπωνικῆς Ἐμπορικῆς συμφωνίας τῆς 13.2.1967.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ, ΟΙΚΟΝΟΜΙΩΝ ΚΑΙ ΕΜΠΟΡΙΟΥ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψιν τὸ ἀρθρον 3 παράγραφος 2 τοῦ Νόμου 5426)1932 περὶ περιορισμοῦ εἰσαγωγῆς ἐμπορευμάτων, ἀποφασίζομεν:

Κυροῦμεν τὴν ἐν Ἀθήναις, δι' ἀνταλλαγῆς ἐπιστολῶν τὴν 13ην Φεβρουαρίου 1967 συναφθεῖσαν συμφωνίαν ἐπὶ τῶν ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν καὶ πληρωμῶν μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Ἰαπωνίας διὰ τὴν χρονικὴν περίοδον ἀπὸ 1ης Ὀκτωβρίου 1966 μέχρι τῆς 30ῆς Σεπτεμβρίου 1968.

Τὰ κείμενα τῶν ἀνταλλαγιστῶν ἐπιστολῶν ἐπονται ἐν πρω-

τότυπῳ εἰς τὴν ἀγγλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 11 Ἀπριλίου 1968

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

Ο ΜΟΝΙΜΟΣ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Γ. ΧΡΙΣΤΟΠΟΥΛΟΣ

ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΠΙ ΤΟΥ ΕΜΠΟΡΙΟΥ

Γ. ΠΑΠΑΔΗΜΗΤΡΑΚΟΠΟΥΛΟΣ

Athens, February 13, 1967

Excellency,

I have the honour to confirm that, as a result of the recent trade talks held in Athens, the representatives of the Government of Japan and of the Royal Hellenic Government, with the intention of expanding trade between Japan and the Kingdom of Greece, have agreed to the following arrangement:

1. Payments with respect to all transaction between Japan and the Kingdom of Greece shall, in accordance with the foreign exchange laws and regulations on force in the respective countries, be effected on convertible currencies.

2. The Government of Japan shall take the necessary steps for the importation of Greek products such as listed below under the global quotas or under the Automatic Approval System respectively, in accordance with the existing import regulations in Japan.

(I) Leaf tobacco

(II) Dried raisin

(III) Cotton

(IV) Emery

(V) Marble

(VI) Wines

3. The Greek Authorities, in accordance with the existing import regulations in the Kingdom of Greece, shall take the necessary steps for the approval of all the applications concerning the importation of Japanese products except only those mentioned in List «A» in Foreign Trade Board Decision No 46600/61 as subsequently supplemented and amended and in decision 8736/63 as subsequently supplemented and amended.

4. The Royal Hellenic Government has no intention of departing from the practice of licensing on a fair basis the importation from Japan of the items enumerated in List «A» in decision 46600/61 as subsequently supplemented and amended and in decision 8736/63 as subsequently supplemented and amended.

5. During the period of validity of this arrangement, the representatives of the two Governments may enter into consultation at any time to discuss any problem relating to the implementation of this arrangement or to smooth development of mutual trade.

6. This arrangement shall cover period of twentyfour months from October 1st, 1966 to September 30th, 1968.

7. It is the intention of both Governments to hold discussions well before the termination of this arrangement with a view to further developing the mutual trade for the period following the termination of this arrangement.

I have the honour to request you to be good enough to confirm the above - mentioned arrangement on behalf of your Government.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

WATARU OKUMA

Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary of Japan

His Excellency

Mr. PAUL ECONOMOU GOURAS,

Minister of Foreign Affairs,

ATHENS

Athens, February 13, 1967

Excellency,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's letter dated February 13, 1967, which reads as follows :

I have the honour to confirm that, as a result of the recent trade talks held in Athens, the representatives of the Government of Japan and of Royal Hellenic Government, with the intention of expanding trade between Japan and the Kingdom of Greece, have agreed to the following arrangement :

1. Payments with respect to all transactions between Japan and the Kingdom of Greece shall, in accordance with the foreign exchange laws and regulations in force in the respective countries, be effected in convertible currencies.

2. The Government of Japan shall take the necessary steps for the importation of Greek products such as listed below under the global quotes or under the Automatic Approval System respectively, in accordance with the existing import regulations in Japan.

(I) Leaf tobacco

(II) Dried raisin

(III) Cotton

(IV) Emery

(V) Marble

(VI) Wines

3. The Greek Authorities, in accordance with the existing import regulations in the Kingdom of Greece, shall take necessary steps for the approval of all the applications concerning the importation of Japanese products except only those mentioned in List «A» in Foreign Trade Board Decision No 46600/61 as subsequently supplemented and amended and in decision 8736/63 as subsequently supplemented and amended.

4 The Royal Hellenic Government has no intention of departing from the practice of licensing on a fair basis the importation from Japan of the items enumerated in List «A» in decision 46600/61 as subsequently supplemented and amended and in decision 8736/63 as subsequently supplemented and amended.

5. During the period of validity of this arrangement, the representatives of the two Governments may enter into consultation at any time to discuss any problem relating to the implementation of this arrangement or to smooth development of mutual trade.

6. This arrangement shall cover the period of twentyfour months from October 1st, 1966 to September 30th, 1968.

7. It is the intention of both Governments to hold discussions well before the termination of this arrangement with a view to further developing the mutual trade for the period following the termination of this arrangement.

I have the honour to confirm on behalf of the Royal Hellenic Government the arrangement set forth in the above-mentioned letter.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

PAUL ECONOMOU GOURAS
Minister of Foreign Affairs

His Excellency
Mr. WATARU OKUMA
Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary of Japan

AHENS

Αθήναι, 13 Φεβρουαρίου 1967

Εξοχώτατε,

Έχω την τιμήν να επιβεβαιώσω ύμιν ότι, ως αποτέλεσμα των εμπορικών συνομιλιών, αΐτινες έλαβον χώραν προσφάτως εν Αθήναις, προς τον σκοπόν όπως επεκταθῇ τὸ εμπόριον

μεταξύ της Ἰαπωνίας καὶ τοῦ Βασιλείου της Ἑλλάδος, οἱ ἀντιπρόσωποι της Κυβερνήσεως της Ἰαπωνίας καὶ της Β. Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως συμφώνησαν ἐπὶ τῶν κάτωθι :

1. Πληρωμαὶ ἀφορῶσαι ἀπάσας τὰς μεταξὺ της Ἰαπωνίας καὶ της Ἑλλάδος συναλλαγὰς θὰ πραγματοποιοῦνται εἰς μετατρέψιμα νομίσματα, συμφώνως πρὸς τοὺς ἐν ἰσχύϊ εἰς τὰς ἀντιστοίχους χώρας νόμους καὶ κανονισμοὺς ἐξωτερικοῦ συναλλαγμάτων.

2. Ἡ Κυβέρνησις της Ἰαπωνίας θὰ λάβῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν εἰσαγωγὴν τῶν κατωτέρω ἀναγραφομένων ἐλληνικῶν προϊόντων δυνάμει τῶν συνολικῶν πιστώσεων ἢ δυνάμει τοῦ αὐτομάτου συστήματος ἐγκρίσεως, ἀντιστοίχως, συμφώνως πρὸς τοὺς ἐν Ἰαπωνίᾳ ὑφισταμένους κανονισμοὺς εἰσαγωγῶν :

I. Φύλλα καπνοῦ.

II. Σταφίδες.

III. Βάμβαξ.

IV. Σαῦρις.

V. Μάρμαρα.

VI. Οἶνοι.

3. Αἱ Ἑλληνικαὶ Ἀρχαί, συμφώνως πρὸς τοὺς ἐν Ἑλλάδι ὑφισταμένους κανονισμοὺς εἰσαγωγῶν, θὰ λάβουν τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν ἐγκρίσιν ἀπάσῶν τῶν αἰτήσεων εἰσαγωγῆς Ἰαπωνικῶν προϊόντων, ἐκτὸς μόνον τῶν ἀναφερομένων ἐν τῷ πίνακι «Α» τῆς ἀποφάσεως 46600)61 τοῦ Συμβουλίου Ἐξωτερικοῦ Ἐμπορίου, ὡς αὕτη συνεπληρώθη καὶ ἐτροποποιήθη, καὶ τῆς ἀποφάσεως 8736)63, ὡς αὕτη συνεπληρώθη καὶ ἐτροποποιήθη μεταγενεστέρως.

4. Ἡ Β. Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις δὲν προτίθεται νὰ ἀποστῇ τῆς πρακτικῆς τῆς ἐπὶ δικαίας βάσεως χορηγήσεως ἀδειῶν εἰσαγωγῆς ἐξ Ἰαπωνίας τῶν εἰδῶν τῶν ἀπαριθμουμένων εἰς τὸν πίνακα «Α» τῆς ἀποφάσεως 46600)61 ὡς αὕτη συνεπληρώθη καὶ ἐτροποποιήθη καὶ τῆς ἀποφάσεως 8736)63 ὡς αὕτη συνεπληρώθη καὶ ἐτροποποιήθη μεταγενεστέρως.

5. Κατὰ τὴν περίθετον τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης συμφωνίας οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν δύο Κυβερνήσεων δύνανται νὰ συνεννοηθοῦν καὶ οἰανδήποτε στιγμὴν ἵνα συζητήσουν οἰονδήποτε πρόβλημα σχετικὸν μὲ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης συμφωνίας ἢ τὴν ὁμαλὴν ἀνάπτυξιν τοῦ ἐκατέρωθεν ἐμπορίου.

6. Ἡ παρούσα συμφωνία θὰ καλύψῃ τὴν περίθετον 24 μηνῶν ἀπὸ τῆς 1ης Ὀκτωβρίου 1966 μέχρι τῆς 30ῆς Σεπτεμβρίου 1968.

7. Πρόθεσις τῶν δύο Κυβερνήσεων εἶναι ὅπως διεξαγάγουν συνομιλίαν πολὺ πρὸ τῆς λήξεως τῆς συμφωνίας πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς περαιτέρω ἀναπτύξεως τοῦ ἐκατέρωθεν ἐμπορίου διὰ τὴν περίθετον μετὰ τὴν λήξιν τῆς παρούσης συμφωνίας.

Έχω τὴν τιμὴν νὰ παρακαλέσω ὅπως, εὐαρεστούμενοι, μοὶ ἐπιβεβαιώσητε ἐκ μέρους τῆς Ὑμετέρας Κυβερνήσεως τὴν ὡς ἄνω συμφωνίαν.

Ἐπιφελοῦμαι τῆς εὐκαιρίας ταύτης ἵνα ἀνανεώσω τῇ Ὑμετέρᾳ Ἐξοχότητι τὰς διαβεβαιώσεις τῆς Ἐξόχου ὑπολήψεώς μου.

WATARU OKUMA

Ἐκτακτος Πρόεδρος

καὶ Πληρεξούσιος τῆς Ἰαπωνίας

Αὐτοῦ Ἐξοχότητα

K. ΠΑΥΛΟΝ ΟΙΚΟΝΟΜΟΥ—ΓΚΟΥΡΑΝ

Ὑπουργὸν τῶν Ἐξωτερικῶν

Αθήναι

Αθήναι, 13 Φεβρουαρίου 1967

Έχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω τὴν λήξιν τῆς ἀπὸ 13 Φεβρουαρίου 1967 ἐπιστολῆς τῆς Ὑμετέρας Ἐξοχότητος ἥτις ἔχει ὡς ἑξῆς :

Ἐξοχώτατε,

Έχω τὴν τιμὴν νὰ ἐπιβεβαιώσω ὑμῖν ὅτι, ὡς ἀποτέλεσμα τῶν εμπορικῶν συνομιλιῶν, αἵτινες ἔλαβον χώραν προσφάτως ἐν Αθήναις, πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως επεκταθῇ τὸ εμπόριον μεταξὺ της Ἰαπωνίας καὶ τοῦ Βασιλείου της Ἑλλάδος, οἱ ἀντιπρόσωποι της Κυβερνήσεως της Ἰαπωνίας καὶ της Β. Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως συμφώνησαν ἐπὶ τῶν κάτωθι :

1. Πληρωμαί άφορώσαι άπάσας τας μεταξύ τής 'Ιαπωνίας και τής 'Ελλάδος συναλλαγάς θά πραγματοποιιώνται είς μετατρέψιμα νομίσματα, συμφώνως πρός τούς έν ισχύϊ είς τας άντιστοίχους χώρας νόμους και κανονισμούς έξωτερικού συναλλαγματος.

2. 'Η Κυβέρνησις τής 'Ιαπωνίας θά λάβη τά άναγκαία μέτρα διά τήν είσαγωγήν τών κατωτέρω άναγραφόμενων έλληνικών προϊόντων θυνάμει τών συνολικών πιστώσεων ή θυνάμει του αὐτομάτου συστήματος έγκρίσεως, άντιστοίχως, συμφώνως πρός τούς έν 'Ιαπωνία ύφισταμένους κανονισμούς είσαγωγών:

- I. Φύλλα καπνού.
- II. Σταφίδες.
- III. Βάμβαξ.
- IV. Σμύρις.
- V. Μάρμαρα.
- VI. Οίνοι.

3. Αί 'Ελληνικάί 'Αρχαί, συμφώνως πρός τούς έν 'Ελλάδι' ύφισταμένους κανονισμούς είσαγωγών, θά λάβουν τά άναγκαία μέτρα διά τήν έγκρισιν άπασών τών αίτήσεων είσαγωγής 'Ιαπωνικών προϊόντων, έκτός μόνον τών άναφερομένων έν τῷ πίνακι «Α» τής άποφάσεως 46600)61 του Συμβουλίου 'Εξωτερικού 'Εμπορίου, ως αὕτη συνεπληρώθη και έτροποποιήθη, και τής άποφάσεως 8736)63, ως αὕτη συνεπληρώθη και έτροποποιήθη.

4. 'Η Β. 'Ελληνική Κυβέρνησις δέν προτίθεται νά άποστῇ τής πρακτικῆς τής επί δικαίας βάσεως χορηγήσεως άδειών είσαγωγῆς έξ 'Ιαπωνίας τών ειδών τών άπαριθμουμένων είς τόν πίνακα «Α» τής άποφάσεως 46600)61 ως αὕτη συνεπλη-

ρώθη και έτροποποιήθη και τής άποφάσεως 8736)63 ως αὕτη συνεπληρώθη και έτροποποιήθη.

5. Κατά τήν περίοδον τής ισχύος τής παρούσης συμφωνίας αί αντιπρόσωποι τών δύο Κυβερνήσεων θύνανται νά συνεννοηθούν καθ' οίανδήποτε στιγμήν ίνα συζητήσουν οίονδήποτε πρόβλημα σχετικόν μέ τήν έφαρμογήν τής παρούσης συμφωνίας ή τήν όμαλήν ανάπτυξιν του έκατέρωθεν έμπορίου.

6. 'Η παρούσα συμφωνία θά καλύψη τήν περίοδον 24 μηνών άπό τής 1ης 'Οκτωβρίου 1966 μέχρι τής 30ης Σεπτεμβρίου 1968.

7. Πρόθεσις τών δύο Κυβερνήσεων είναι όπως διεξαγάγουν συνομιλίαι πολύ πρὸ τής λήξεως τής συμφωνίας πρὸς τόν σκοπόν τής περαιτέρω ανάπτυξεως του έκατέρωθεν έμπορίου διά τήν περίοδον μετά τήν λήξιν τής παρούσης συμφωνίας.

"Εχω τήν τιμήν νά παρακαλέσω όπως, εύαρεστούμενοι, μοι επίβεβαιώσητε έκ μέρους τής 'Υμετέρας Κυβερνήσεως τήν ως άνω συμφωνίαν.

'Επωφελοῦμαι τής εύκαιρίας ταύτης ίνα άνανεώσω τῇ 'Υμετέρῃ 'Εξοχότητι τās διαβεβαιώσεις τής 'Εξόχου ύπολήψεώς μου.

ΠΑΥΛΟΣ ΟΙΚΟΝΟΜΟΥ—ΓΚΟΥΡΑΣ

'Υπουργός τών 'Εξωτερικών

Αὐτοῦ 'Εξοχότητα

K. WATARU OKUMA

"Εκτακτον Πρεσβευτήν

και Πληρεξούσιον τής 'Ιαπωνίας